

12/02/01



Draft motion for a resolution

pursuant to Rule 50

tabled by Th Mann, Banotti and Jarzembowski

BS-124/01

in the name of the EEP-ED Group

on freedom of religion in the People's Republic of China

The European Parliament.

- recalling its previous resolutions on the human rights situation in China, on Tibet and on the Union's priorities and recommendations for the March 2001 session of the UN Human Rights Commission in Geneva

- vu l'article 18 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme des Nations unies sur la liberté de religion

A constatant que les autorités de la RPC n'ont eu de cesse, depuis 1994, après avoir rendu obligatoire l'enregistrement des lieux de culte, de réduire ultérieurement le libre exercice de la liberté de religion

B rappelant que le contrôle de l'Etat sur la religion se manifeste déjà dans la restriction du nombre de religions reconnues officiellement et que toute activité religieuse qui n'a pas été enregistré par les associations officielles est considéré comme illégale

C considérant que si le degré d'application de la politique répressive envers l'activité religieuse varie en fonction du bon vouloir des gouvernements locaux, dans la Région dite autonome du Tibet sa mise en oeuvre est systématique et implacable

D whereas the religious, cultural and national heritage of the Tibetan people is threatened with extinction

E whereas on July 22, 1999, the Falun Gong organisation was officially declared illegal in China and on July 29 an arrest warrant was issued for its founder Li Hung-Zhi

F rappelant qu'au cours de ces deux dernières années, according to reports, quelques 50.000 pratiquants du mouvement Falun Gong ont été victimes d'arrestations, que près de 25.000 d'entre eux sont actuellement incarcérés, déportés dans des camps de travaux forcés ou internés de force dans des hopitaux psychiatriques et qu'à ce jour 137 d'entre eux ont trouvé la mort suite aux violence et tortures subies lors de leur arrestation ou détention

300.233

1 Demande que toutes les personnes détenues dans les prisons et les camps de travaux forcés ou de rééducation en raison de leur croyance ou de leur pratique religieuse ou de méditation soient libérées

2 demanded que le droit constitutionnel à la liberté de religion ou de croyance soit pleinement garanti y compris dans ses dimensions de liberté de conscience, d'expression, d'association et de rassemblement dont l'exercice est indissociable

3 re-iterates its condemnation of the continued and severe violation of human rights in Tibet and the ongoing discrimination practiced against the Tibetan people by the PRC authorities on the basis of race or ethnic origin, or religious, cultural or political beliefs

4 invites de PRC government to allow Falun Gong practitioners to practice their fundamental right to freedom of conscience, expression, association and assembly in accordance with the PRC constitution

5 demande que l'Union et ses Etats membres présentent une résolution à la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU pour sa session de Genève qui dénonce l'ensemble des violations des droits religieux et, en particulier, ceux dont sont victimes les bouddhistes tibétains et mongols, certaines églises chrétiennes et les pratiquants du mouvement Falun Gong

6 Asks its President to forward this resolution to the Council, the Commission, the Office of the UNHC for Human Rights and the PRC Government

AH9II01/6.12